

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	11-03-2009	2009-1233
ENREGISTREMENT	23-03-2009	91506
ARRÊTÉ ROYAL		
MONITEUR BELGE		

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 97

Séance du vendredi 20 février 2009

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL INSTAURANT ET DÉTERMINANT, POUR 2009
ET 2010, LA PROCÉDURE DE MISE EN ŒUVRE ET LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN
RÉGIME D'INDEMNISATION COMPLÉMENTAIRE AU BÉNÉFICE DE CERTAINS
TRAVAILLEURS ÂGES LICENCIES, OCCUPÉS DANS UNE BRANCHE
D'ACTIVITÉ QUI NE RELÈVE PAS D'UNE COMMISSION
PARITAIRE INSTITUÉE OU LORSQUE LA
COMMISSION PARITAIRE INSTITUÉE
NE FONCTIONNE PAS

**PROJET DE CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 97 DU 20 FEVRIER 2009
INSTAURANT ET DÉTERMINANT, POUR 2009 ET 2010, LA PROCÉDURE DE
MISE EN ŒUVRE ET LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN RÉGIME D'INDEM-
NISATION COMPLÉMENTAIRE AU BÉNÉFICE DE CERTAINS TRAVAIL-
LEURS ÂGES LICENCIES, OCCUPÉS DANS UNE BRANCHE D'ACTI-
VITÉ QUI NE RELÈVE PAS D'UNE COMMISSION PARITAIRE
INSTITUÉE OU LORSQUE LA COMMISSION
PARITAIRE INSTITUÉE NE
FONCTIONNE PAS**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et plus particulièrement l'article 7, alinéa 2 qui dispose qu'une convention collective de travail peut être conclue au sein du Conseil national du Travail pour une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée ou lorsqu'une commission paritaire instituée ne fonctionne pas ;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations ;

Vu l'Accord interprofessionnel du 22 décembre 2008, conclu pour la période 2009-2010 ;

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, n° 17 nonies du 7 juin 1983, n° 17 duodevicies du 26 juillet 1994, n° 17 vicies du 17 décembre 1997, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001, n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003 et n°17 tricies du 19 décembre 2006 ;

Vu la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, modifiée par les conventions collectives de travail n° 46 sexies du 9 janvier 1995, n° 46 septies du 25 avril 1995 et n° 46 duodecies du 19 novembre 2001 ;

Considérant qu'il y a lieu, pour les branches d'activités qui ne relèvent pas d'une commission paritaire instituée ou lorsqu'une commission paritaire instituée ne fonctionne pas, de conclure une convention collective de travail qui permette de mettre en oeuvre, dans ces cas, l'article 3, § 1er de l'arrêté royal fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique

- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 20 février 2009, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I - PORTÉE DE LA CONVENTION

Article 1er

La présente convention collective de travail a aussi bien pour objet d'instaurer un régime d'indemnisation complémentaire applicable à certains travailleurs âgés licenciés que d'en déterminer la procédure de mise en œuvre et les conditions d'octroi.

Elle est conclue en vertu de l'article 3, § 1er de l'arrêté royal fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations.

CHAPITRE II - CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente convention s'applique aux employeurs et aux travailleurs auxquels la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires est applicable et qui ressortissent à une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée ou lorsque la commission paritaire instituée ne fonctionne pas.

CHAPITRE III - MISE EN ŒUVRE

Article 3

Il appartient aux employeurs de mettre en œuvre, par voie d'adhésion, le régime visé à l'article premier.

L'adhésion peut prendre la forme d'une convention collective de travail, d'un acte d'adhésion établi conformément à l'article 4, ou d'une modification du règlement de travail.

Elle porte exclusivement sur le régime et ses conditions d'octroi, visés à l'article premier.

Quelle que soit la forme de l'adhésion, le dépôt doit se faire au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Article 4

L'acte d'adhésion est établi dans le respect de la procédure suivante et conformément au modèle figurant en annexe de la présente convention.

L'employeur communique le projet d'acte d'adhésion par écrit à chaque travailleur.

Pendant huit jours à dater de cette communication écrite, l'employeur tient à la disposition des travailleurs un registre où ceux-ci peuvent consigner leurs observations. Pendant ce même délai de huit jours, le travailleur ou son représentant peut également communiquer ses observations à l'inspecteur social chef de direction de la Direction générale Contrôle des Lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, du lieu d'établissement de l'entreprise. Le nom du travailleur ne peut être ni communiqué, ni divulgué.

Passé ce délai de huit jours, l'employeur dépose l'acte d'adhésion au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, accompagné du registre.

Article 5

En cas de litiges relatifs à l'application des articles 3 et 4 à l'exception de ceux portant sur le règlement de travail, le Conseil national du Travail, saisi par la partie la plus diligente, désignera, pour se prononcer, la commission paritaire dont relèvent les employeurs ayant une activité similaire.

Commentaire

En ce qui concerne les litiges relatifs au règlement de travail, il est rappelé que ce sont les articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail qui s'appliquent.

Ceux-ci disposent que si, pour une branche d'activité, il n'existe pas de commission paritaire, le ministre compétent en la matière, informé du différend par le président du conseil d'entreprise, ou, lorsqu'il n'existe pas de conseil d'entreprise, le fonctionnaire désigné par le Roi saisit le Conseil national du Travail qui désigne, pour se prononcer sur le différend, la commission paritaire dont relèvent les entreprises ayant une activité similaire.

CHAPITRE IV - MODALITÉS D'APPLICATION

Article 6

Le régime visé à l'article premier bénéficie aux travailleurs qui sont licenciés sauf en cas de motif grave au sens de la législation sur les contrats de travail et qui sont âgés, au cours de la période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2010, de 56 ans ou plus et peuvent se prévaloir au moment de la fin du contrat de travail d'un passé professionnel d'au moins 33 ans.

En outre, ces travailleurs doivent pouvoir prouver qu'au moment de la fin du contrat de travail, ils ont travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1er de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, modifiée par les conventions collectives de travail n° 46 sexies du 9 janvier 1995, n° 46 septies du 25 avril 1995 et n° 46 duodécies du 19 décembre 2001.

Le travailleur qui réunit les conditions prévues aux alinéas précédents et dont le délai de préavis expire après le 31 décembre 2010 maintient le droit à l'indemnité complémentaire.

Article 7

Pour les points qui ne sont pas réglés par la présente convention et entre autres pour le montant de l'indemnité complémentaire, il est fait application de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, n° 17 nonies du 7 juin 1983, n° 17 duodevicies du 26 juillet 1994, n° 17 vicies du 17 décembre 1997, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001, n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003 et n°17 tricies du 19 décembre 2006.

CHAPITRE V - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

Article 8

La présente convention est conclue pour une durée déterminée. Elle produit ses effets le 1er janvier 2009 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2010.

Fait à Bruxelles, le vingt février deux mille neuf.

Pour la Fédération des Entreprises de Belgique

P. TIMMERMANS

Pour les Organisations des Classes moyennes

Ch. ISTASSE

MODÈLE

MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 97 DU 4 FEVRIER 2009 INSTAURANT ET DÉTERMINANT LA PROCÉDURE DE MISE EN ŒUVRE ET LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN RÉGIME D'INDEMNISATION COMPLÉMENTAIRE AU BÉNÉFICE DE CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGES LICENCIÉS, OCCUPÉS DANS UNE BRANCHE D'ACTIVITÉ QUI NE RELEVÉ PAS D'UNE COMMISSION PARITAIRE INSTITUÉE OU LORSQUE LA COMMISSION PARITAIRE INSTITUÉE NE FONCTIONNE PAS

ACTE D'ADHÉSION

À renvoyer au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

*	Identification de l'entreprise :
*	Adresse :
*	Numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S. :
*	Numéro de commission paritaire :

Je soussigné(e).....représentant l'entreprise susmentionnée, déclare adhérer à la convention collective de travail n° 97 du 20 février 2009.

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	11-03-2009	2009-1233
REGISTRATIE	23-03-2009	91506

KGNIKLJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 97

Zitting van vrijdag 20 februari 2009

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST TOT INSTELLING EN VASTSTELLING, VOOR
2009 EN 2010, VAN DE PROCEDURE VAN TENUITVOERLEGGING EN VAN DE
VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN REGELING VAN AAN-
VULLENDE VERGOEDING VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS
DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE TEWERKGESTELD ZIJN IN
EEN BEDRIJFSTAK DIE NIET ONDER EEN OPGERICHT
PARITAIR COMITE RESSORTEERT OF WANNEER
HET OPGERICHT PARITAIR COMITE
NIETWERKT

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 97 VAN 20 FEBRUARI 2009 TOT INSTEL-
LING EN VASTSTELLING, VOOR 2009 EN 2010, VAN DE PROCEDURE VAN TENUIT-
VOERLEGGING EN VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN
EEN REGELING VAN AANVULLENDE VERGOEDING VOOR SOMMIGE
OUDERE WERKNEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE
TEWERKGESTELD ZIJN IN EEN BEDRIJFSTAK DIE NIET
ONDER EEN OPGERICHT PARITAIR COMITE RES-
SORTEERT OF WANNEER HET OPGERICHT
PARITAIR COMITE NIET WERKT**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 7, tweede alinéa waarin is bepaald dat in de Nationale Arbeidsraad een collectieve arbeidsovereenkomst kan worden gesloten voor een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert of wanneer een opgericht paritair comité niet werkt;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 2007 töt regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het generatiepact;

Gelet op het interprofessioneel akkoord van 22 december 2008 voor de période 2009-2010;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 töt invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, nr. 17 vicies van 17 december 1997, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001, nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003 en nr. 17 tricies van 19 december 2006;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 46 sexies van 9 januari 1995, nr. 46 septies van 25 april 1995 en nr. 46 duodecies van 19 december 2001 ;

Overwegende dat voor de bedrijfstakken die niet onder een opgericht paritair comité ressorteren of wanneer het opgericht paritair comité niet werkt, een collectieve arbeidsovereenkomst moet worden gesloten om in die gevallen uitvoering te kunnen geven aan artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit töt regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het generatiepact;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond

- de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België

op 20 februari 2009 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I - DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1

Deze overeenkomst beoogt zowel de instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers die worden ontslagen, als de vaststelling van de procédure van tenuitvoerlegging en van de voorwaarden voor de toekenning ervan.

Zij wordt gesloten ingevolge artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit töt regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het generatiepact.

HOOFDSTUK 11 - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 2

Deze overeenkomst geldt voor de werkgevers en de werknemers waarop de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités van toepassing is en die vallen onder een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert of wanneer het opgericht paritair comité niet werkt.

HOOFDSTUK III - TENUITVOERLEGGING

Artikel 3

Het komt de werkgevers toe de in artikel 1 van deze overeenkomst genoemde regeling ten uitvoer te leggen door middel van een toetreding.

Deze toetreding kan gebeuren in de vorm van een collectieve arbeids-overeenkomst, een toetredingsakte opgemaakt overeenkomstig artikel 4 of een wijziging van het arbeidsreglement.

Zij heeft uitsluitend betrekking op de regeling en de voorwaarden voor de toekenning ervan, zoals bedoeld in artikel 1.

Ongeacht de vorm van de toetreding moet de neerlegging gebeuren ter Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Artikel 4

De toetredingsakte wordt opgemaakt overeenkomstig de volgende procédure en volgens het model dat als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd.

Het ontwerp van toetredingsakte wordt door de werkgever aan elke werknemer schriftelijk meegedeeld.

Gedurende acht dagen vanaf die schriftelijke mededeling stelt de werkgever een register ter beschikking van de werknemers waarin zij hun opmerkingen mogen schrijven. Gedurende dezelfde termijn van acht dagen kan de werknemer of zijn vertegenwoordiger eveneens zijn opmerkingen meedelen aan de sociaal inspecteur-directiehoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg waar de onderneming gevestigd is. De naam van de werknemer mag niet meegedeeld of ruchtbaar gemaakt worden.

Na deze termijn van acht dagen wordt de toetredingsakte, samen met het register, door de werkgever neergelegd ter Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Artikel 5

In geval van geschil betreffende de toepassing van de artikelen 3 en 4, met uitzondering van de geschillen inzake het arbeidsreglement, zal de Nationale Arbeidsraad, waarbij de zaak door de meest gerede partij aanhangig is gemaakt, teneinde uitspraak te doen het paritair comité aanwijzen waaronder de werkgevers met een soortgelijke activiteit ressorteren.

Commentaar

Wat de geschillen inzake het arbeidsreglement betreft, wordt in herinnering gebracht dat de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tót instelling van de arbeidsreglementen van toepassing zijn.

Daarin is bepaald dat, indien er voor een bedrijfstak geen paritair comité bestaat, de terzake bevoegde minister, die door de voorzitter van de ondernemingsraad van het geschil in kennis is gesteld, of, wanneer er geen ondernemingsraad bestaat, de door de Koning aangewezen ambtenaar de zaak aanhangig maakt bij de Nationale Arbeidsraad die, teneinde uitspraak te doen over het geschil, het paritair comité aanwijst waaronder de ondernemingen ressorteren die een soortgelijke activiteit hebben.

HOOFDSTUK IV - TOEPASSINGSREGELS

Artikel 6

De in artikel 1 vastgelegde regeling geldt voor de werknemers die worden ontslagen, behalve om een dringende reden in de zin van de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten, en die 56 jaar of ouder zijn gedurende de période van 1 januari 2009 tót 31 december 2010 en die op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst een beroepsverleden van ten minste 33 jaar kunnen laten gelden.

Die werknemers moeten bovendien kunnen bewijzen dat zij op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst ten minste 20 jaar hebben gewerkt in een arbeidsregeling zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 46 sexies van 9 januari 1995, nr. 46 septies van 25 april 1995 en nr. 46 duodicies van 19 december 2001.

De werknemer die de in de vorige alinea's vastgestelde voorwaarden vervult en wiens opzegtermijn na 31 december 2010 verstrijkt, behoudt het recht op de aanvullende vergoeding.

Artikel 7

Voor de punten die niet door deze overeenkomst geregeld zijn, onder andere wat het bedrag van de aanvullende vergoeding betreft, wordt verwezen naar de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tót invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, nr. 17 vicies van 17 december 1997, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001, nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003 en nr. 17 tricies van 19 december 2006.

HOOFDSTUK V - INWERKINGTREDDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 8

Deze overeenkomst is gesloten voor bepaalde tijd. Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009 en treedt buiten werking op 31 december 2010.

Gedaan te Brussel, op twintig februari tweeduizend en negen.

Voor het Verbond van Belgische Ondernemingen

P. TIMMERMANS

Voor de Middenstandsorganisaties

Ch. ISTASSE

MODEL

UITVOERING VAN ARTIKEL 4 VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. ... VAN ... 2009 TOT INSTELLING EN VASTSTELLING VAN DE PROCEDURE VAN TENUITVOERLEGGING EN VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN REGELING VAN AANVULLENDE VERGOEDING VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE TEWERKGESTELD ZIJN IN EEN BEDRIJFSTAK DIE NIET ONDER EEN OPGERICHT PARITAIR COMITE RESSORTEERT OF WANNEER HET OPGERICHT PARITAIR COMITE NIET WERKT

TOETREDINGSAKTE

Terug te sturen aan de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

- * Identificatie van de onderneming
- * Adres
- * RSZ-inschrijvingsnummer
- * Nummer paritair comité.....

Ondergetekende,.....die de voornoemde onderneming vertegenwoordigt, verklaart toe te treden tôt de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 97 van 20 februari 2009.